

Les industriels français tirent de nouveau la sonnette d'alarme

Dans des commentaires à Bloomberg relayés par Les Echos, **le président de Michelin, Florent Menegaux**, n'a pas mâché ses mots sur la situation critique de l'industrie française. « Vous tuez économiquement votre pays quand vous imposez des taxes nettement plus fortes qu'ailleurs », a-t-il déclaré hier. « Aujourd'hui, la taxation directe et indirecte en France est la plus haute d'Europe. Ne vous attendez pas à ce que les entreprises soient capables de l'avalier sans arrêt. » Son nouveau coup de gueule fait écho à ceux, ces dernières semaines, de Bernard Arnault et d'Eric Trappier, note le quotidien. Il intervient après l'adoption d'un budget 2025 marqué par une hausse des prélèvements obligatoires de 25 milliards d'euros. Une large partie de ce total vise les entreprises, pour qui la pilule est amère dans un contexte international anxiogène. Si bien qu'**Alexandre Saubot, le président de France Industrie**, se dit « très inquiet » et pointe le risque d'un « arrêt de la réindustrialisation ». « Avant la guerre en Ukraine, il y avait une sorte d'équilibre imparfait qui permettait toutefois à l'Europe de compenser ses désavantages avec de l'énergie pas chère. Mais cet avantage a disparu », rappelle-t-il. Comparé à l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, l'industrie française est davantage implantée à l'étranger, souligne l'étude. La surabondance de formalités agit comme un autre frein, dénonce le monde patronal, qui attendait de la Commission européenne des mesures de simplification drastiques. Leurs espoirs ont été déçus par le Pacte pour une industrie propre. Marc Ferracci en a lui aussi pointé les insuffisances. Éric Lombard, tout en saluant le travail de la Commission, a également estimé que ces propositions devaient « être ajustées pour mieux tenir compte de la concurrence internationale ». (Les Echos, p.2)